



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°11 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Point sur la situation économique et financière ;
- ❖ **Bangladesh** : Moody's révisé sa perspective du système bancaire bangladais de stable à négative ;
- ❖ **Inde** : Les réserves de change brutes de la RBI enregistrent leur plus forte hausse depuis plus de deux ans ;
- ❖ **Maldives** : Les actifs du fonds souverain atteindraient près de 600 M USD ;
- ❖ **Népal** : Le Népal a reçu des promesses d'IDE atteignant 123 MUSD entre mi-février et mi-mars ;
- ❖ **Pakistan** : Satisfecit global du chef de mission Pakistan du FMI sur la façon dont a été menée la première partie du programme du FMI (facilité élargie de crédit) ;
- ❖ **Sri Lanka** : Confirmation du chiffre de croissance du PIB en 2024 à 5%.

À RETENIR

14,05 Mds USD

Déficit commercial de l'Inde en février
2025 – un plus bas depuis 42 mois

Afghanistan

Point sur la situation économique et financière

Selon la Banque mondiale, l'indice des prix à la consommation est resté stable en janvier 2025 par rapport à décembre 2024, la hausse des prix alimentaires étant compensée par la baisse des biens non alimentaires, cette dernière résultant de l'appréciation de la monnaie et d'une demande atone.

Parallèlement, l'afghani s'est apprécié de 1,5% en février 2025 après une dépréciation cumulative de 10,4% entre novembre 2024 et janvier 2025, faisant passer le taux USD/AFN de 74,8 à 73,8. Ce renversement est principalement imputable aux interventions de la Banque centrale afghane, qui a réalisé des enchères de dollars totalisant 100 MUSD en janvier (60 MUSD en fin de mois).

Sur le plan extérieur, le déficit commercial s'est creusé. En décembre 2024, celui-ci s'élevait à 918 MUSD (augmentation mensuelle de 8,2%), tandis qu'il atteignait 8,9 Mds USD en 2024 (44% du PIB) contre 5,6 Mds USD (32% du PIB) en 2023. Cette détérioration s'explique par l'appréciation de la monnaie, les flux de capitaux étrangers, des perturbations commerciales avec le Pakistan et une reprise progressive de la demande intérieure.

Les exportations ont reculé de 12% pour se situer à 1,9 Md USD, principalement en raison d'une chute de 64% du charbon et d'une baisse de 14% des textiles, malgré une progression de 4% des produits alimentaires (1,31 Md USD). Le Pakistan reste le principal partenaire, représentant 45% des parts (contre 54% l'année précédente), suivi de l'Inde, représentant 34% tandis que l'Iran, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan captent chacun environ 3%. Les produits alimentaires et textiles représentent désormais 82 % des exportations.

En parallèle, les importations ont augmenté de 40% en 2024 pour atteindre 10,8 Mds USD, portées par une forte demande intérieure notamment pour les biens de transport (+86%), les produits miniers (+56%) et les produits chimiques (+51%). La réorientation des flux se traduit par un renforcement du rôle de l'Iran (30% des importations, +84 %), une baisse de la part du Pakistan, et une progression des importations en provenance des Émirats arabes unis (19%), la Chine et le Pakistan représentant respectivement 7% et 16%.

Bangladesh

Moody's révisé sa perspective du système bancaire bangladais de stable à négative

L'agence internationale de notation Moody's a révisé sa perspective pour le système bancaire bangladais, la faisant passer de stable à négative. Elle prévoit une détérioration de

l'environnement opérationnel des banques, alimentée par une inflation persistante qui devrait rester au-delà de 9 % jusqu'à fin 2025, ainsi que par un affaiblissement de la demande et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Moody's prévoit un ralentissement de la croissance du PIB réel du Bangladesh à 4,5 % pour l'exercice budgétaire 2025, contre 5,8 % l'année précédente.

La qualité des actifs reste une faiblesse structurelle du système bancaire bangladais, principalement en raison de réglementations laxistes et d'une gouvernance défailante. Moody's estime que l'exposition élevée des banques aux secteurs touchés par les troubles sociaux devrait aggraver la détérioration de leurs actifs. En outre, l'entrée en vigueur en avril 2025 de règles plus strictes concernant la classification des prêts non performants (PNP) devrait accentuer cette tendance. En décembre 2024, les prêts non performants représentaient environ 20 % du total des encours, en hausse de 21 % en glissement trimestriel.

Dans ce contexte, l'agence prévoit une augmentation significative des provisions pour pertes, entraînant une détérioration de la rentabilité des banques. Si les établissements les plus solides devraient mieux résister, les plus vulnérables risquent de rester dépendants du marché interbancaire pour leur liquidité, tandis que la capacité de la Banque centrale à les soutenir s'amenuiserait.

Enfin, Moody's souligne que le capital politique limité du gouvernement intérimaire pourrait restreindre sa capacité à mettre en place des réformes majeures dans le secteur bancaire, réduisant ainsi les perspectives d'amélioration du système financier et de sa gouvernance.

Plusieurs banques bangladaises en difficulté ont été en mesure d'enregistrer un redressement au cours des six derniers mois

Selon les médias, cinq banques bangladaises en difficulté auraient réussi à se redresser grâce à une forte mobilisation des dépôts au cours des six derniers mois. Il s'agit d'Islami Bank, Social Islami Bank, Exim Bank, United Commercial Bank, IFIC Bank.

Ce redressement aurait toutefois nécessité l'injection de 300 Mds BDT (2,47 Mds USD), imprimés par la Bangladesh Bank dans le cadre de son programme de soutien, auquel elle a aujourd'hui mis un terme. La plupart de ces banques ne dépendraient désormais plus de l'aide de la Banque centrale. Cependant, la hausse des prêts non performants demeure un défi majeur et la Bangladesh Bank envisagerait un assouplissement des provisions, si nécessaire une fois l'ampleur réelle des créances douteuses établie, afin d'assurer la rentabilité du secteur.

Cinq autres banques continuent de faire face à des retraits de dépôts et restent dépendantes du soutien en liquidité de la Banque centrale via son dispositif de garantie pour les prêts interbancaires. Parmi elles, quatre étaient sous le contrôle du groupe S Alam (Bangladesh Commerce Bank, First Security Islami Bank, Global Islami Bank et Union Bank), un conglomérat qui détenait à lui seul plus de 80 % des dépôts de certaines de ces banques. La cinquième, la National Bank, peine également à regagner la confiance des déposants.

Certaines banques ayant emprunté dans le cadre du dispositif de garantie de la Bangladesh Bank rencontrent des difficultés de remboursement, ce qui conduit les autres établissements à refuser d'y participer. Le FMI a ainsi recommandé l'abandon de ce programme afin d'éviter un affaiblissement du reste du système bancaire. Le gouverneur de la Banque centrale a par ailleurs averti que toutes les banques ne survivraient pas à cette crise.

Face à ces difficultés, la Bangladesh Bank accélérerait la mise en place d'un Bank Resolution Act, dont l'adoption est prévue d'ici juillet 2025. Cette loi permettrait au régulateur d'intervenir contre les banques non viables et de faciliter les fusions bancaires en mettant en œuvre plusieurs mesures, notamment : (i) la nomination d'un administrateur temporaire, (ii) l'obligation pour les actionnaires d'augmenter le capital, (iii) le transfert des actifs et passifs à un tiers, (iv) la création d'une banque-relais pour assurer les fonctions critiques, (v) la facilitation de la vente des banques en faillite.

La valeur ajoutée du secteur prêt-à-porter atteint 60%, toujours en deçà des niveaux pré-covid

Alors qu'entre 2013 et 2019, le niveau de la valeur ajoutée du secteur du prêt-à-porter oscillait entre 60 et 64%, celui-ci a atteint 60,1% en 2023-24 après quatre années fiscales à des niveaux entre 54 et 59%. En effet, pour permettre les 36 Mds USD d'exportations de prêt-à-porter en 2023-24, l'industrie a importé 14 Mds USD de matières premières (coton, tissu, fils, produits chimiques). Les dernières statistiques pour le premier semestre de 2024-25 indiquent une tendance similaire à l'année précédente avec une valeur ajoutée à 60,0%.

Dix banques concentrent 75% des créances douteuses soit près de 20 Mds EUR

Alors que le ratio de prêts non-performants (PNP) continue d'augmenter (atteignant pour rappel 20% à fin 2024), les enjeux de mauvaise gouvernance sont par ailleurs de plus en plus concentrés, comme en témoigne le fait que dix banques commerciales détiennent 75% des PNP du pays, soit 2570 Mds Tk (20 Mds EUR). Parmi ces banques, quatre sont publiques (Janata, Agrani, Sonali et Rupali), quatre sont islamiques et appartenaient au groupe S. Alam (Islami, First Security Islami, Union et Social Islami) et enfin deux sont privées (National et IFIC). En volume, la Janata Bank concentre le niveau le plus élevé de créances douteuses, avec 671 Mds Tk, atteignant un ratio de pas moins de 72% de PNP.

En six mois, la hausse des PNP en volume est particulièrement inquiétante pour les banques islamiques par exemple pour Union Bank (+2274%), Global Islami (+1258%) ou encore First Security Islami (+563%).

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Les réserves de change brutes de la RBI enregistrent leur plus forte hausse depuis plus de deux ans

Les réserves de change brutes de la Reserve Bank of India (RBI) ont augmenté de 15 Mds USD au cours de la semaine du 3 mars, atteignant 653,9 Mds USD, soit la plus forte augmentation en une seule journée depuis plus de deux ans, lorsque les réserves avaient augmenté de 14,7 Mds USD au cours de la semaine se terminant le 11 novembre 2022, selon les données de la RBI. Cette dernière indique ainsi dans son dernier bulletin mensuel de mars (page 69) qu'elle détient 654 Mds USD au 7 mars, assurant la couverture de plus de onze mois d'importations et de 91 % des encours de dette externe à fin septembre 2024, dernier chiffre de la position extérieure connue.

Cette forte hausse des réserves est principalement due à des effets de valorisation liés à la dépréciation du dollar par rapport aux autres devises détenues dans les réserves de la RBI le 28 février. Un autre effet ponctuel tient au swap d'achat-vente USD/INR de 10 Mds USD le 28 février effectué par la RBI afin de pallier le déficit de liquidité du système bancaire, qui s'est traduit par des achats de dollars auprès des banques en échange de roupies. La roupie s'apprécie légèrement depuis le 17 mars, date à laquelle un dollar cotait 86,94 INR contre 86,33 INR désormais le jeudi 20 mars. Par ailleurs, l'indice du dollar s'est affaibli, atteignant son plus bas niveau en quatre mois et demi à 103 le 7 mars, après avoir avoisiné les 110 début janvier, période durant laquelle la demande de dollars comme valeur refuge avait renforcé l'indice.

La RBI est également intervenue sur le marché des changes avec au total un achat de 4,5 Mds USD nets, le reste étant dû à l'appréciation des réserves en devises autres que le dollar.

Dans les réserves totales, les avoirs en devises étrangères ont augmenté de 13,9 Mds USD pour atteindre 557,8 Mds USD, tandis que les réserves d'or ont augmenté de 1 Md USD pour atteindre 74,3 Mds USD, selon les données.

Le déficit commercial de février enregistre un plus bas depuis août 2021

Le déficit commercial de l'Inde a fortement reculé en février, revenant à 14,05 Mds USD contre 22,9 Mds USD en janvier, et 19,5 Mds USD à la même période l'année dernière. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis août 2021. Les exportations de marchandises de l'Inde se sont contractées au rythme le plus élevé en vingt mois et ont diminué pour le quatrième mois consécutif de 10,9 % en g.a. pour atteindre 36,91 Mds USD en février, tandis que les importations ont chuté de 16,3 % en g.a, la première baisse en onze mois, pour atteindre 50,96 Mds USD contre 59,42 Mds USD le mois précédent.

Du côté des services, les exportations ont été estimées à 35,03 Mds USD et les importations à 16,55 Mds USD contre respectivement 38,55 Mds USD et 18,22 Mds USD en janvier. En février, les importations d'or ont reculé à 2,3 Mds USD, contre 2,68 Mds USD le mois précédent, tandis que celles de pétrole brut ont diminué à 11,8 Mds USD, contre 13,4 Mds USD en janvier, selon les données officielles.

Ces chiffres interviennent dans un contexte de tensions commerciales exacerbées par la politique tarifaire protectionniste du président américain Donald Trump. Pour mémoire, l'Inde cherche à conclure un accord de commerce bilatéral avec les États-Unis, visant un volume d'échanges de 500 Mds USD en 2030, afin d'éviter les représailles liées aux tarifs réciproques qui pourraient être mis en place dès le 2 avril prochain. Pour rappel, l'Inde applique des droits de douane nettement plus élevés sur les importations, avec un taux moyen pondéré d'environ 11 % en 2023, soit 8,2 points de pourcentage de plus que les tarifs américains sur les produits indiens (selon Reuters).

Un rapport de Bloomberg, citant des économistes, met en garde contre un impact potentiellement significatif sur l'Inde, qui pourrait être l'un des pays les plus touchés en raison de cet écart entre les droits de douane appliqués par les États-Unis et ceux de l'Inde. Étant donné que les États-Unis représentent le premier marché pour les exportations indiennes, ces changements pourraient avoir des conséquences considérables. Toutefois, Deepali Agrawal, directrice adjointe d'EXIM Bank, souligne que l'impact des nouveaux tarifs américains dépendra de leurs modalités précises et qu'il faudra du temps avant d'en mesurer pleinement les effets. Selon des analystes de Morgan Stanley, l'Inde et la Thaïlande pourraient être confrontées à des hausses tarifaires de 4 à 6 points de pourcentage si les États-Unis appliquent ces ajustements.

D'après Citi Research, ces augmentations pourraient entraîner des pertes estimées à environ 7 Mds USD par an, avec des secteurs comme l'automobile et l'agriculture particulièrement exposés.

Les envois de fonds vers l'Inde en provenance des économies avancées dépassent ceux du Golfe

Selon le bulletin de la Reserve Bank of India (RBI) du mois de mars 2025, la part des envois de fonds vers l'Inde en provenance des économies dites « développées » notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, a dépassé celle des pays du Golfe en 2023-24, reflétant une évolution des tendances migratoires vers une diaspora indienne plus qualifiée. Les envois de fonds vers l'Inde ont plus que doublé, passant de 55,6 Mds USD en 2010-11 à 118,7 Mds USD en 2023-24.

Un article intitulé « Changing Dynamics of India's Remittances - Insights from the Sixth Round of India's Remittances Survey », publié dans le bulletin, explore diverses dimensions des envois de fonds entrants en Inde, notamment l'origine par pays, la destination par État, la taille des transactions et les modes de transmission courants. Il convient de noter que le nombre de travailleurs migrants indiens a triplé en trente ans, passant de 6,6 millions en 1990 à 18,5 millions en 2024, avec une part de l'Inde passant de 4,3 % à plus de 6 % des migrants mondiaux au cours de la période.

Les migrants indiens dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) représentent environ la moitié du total des migrants indiens dans le monde. Cependant, les économies développées ont également émergé comme une source majeure d'envois de fonds vers l'Inde, reflétant une diversification des destinations migratoires et une augmentation des opportunités pour les travailleurs qualifiés indiens.

Maldives

Les actifs du fonds souverain atteindraient près de 600 M USD

En 2017, les Maldives ont créé un fonds souverain censé être mobilisé en cas d'urgence, afin de couvrir notamment le remboursement de la dette extérieure du pays. Selon les déclarations du ministre de l'Information, ses actifs atteindraient, fin 2024, 8,9 Mds MVR (580 M USD), soit environ 8,2% du PIB. 85% de ces actifs seraient investis en bons du Trésor et obligations publiques.

Népal

Le Népal a reçu des promesses d'IDE atteignant 123 MUSD entre mi-février et mi-mars

Entre mi-juillet et mi-mars, le Népal a enregistré une dynamique favorable en matière d'IDE, totalisant 319 MUSD, dont 123 MUSD concentrés entre mi-février et mi-mars. Ce niveau

d'investissement dépasse largement les 47 MUSD enregistrés à la même période l'année précédente. Les engagements se répartissent sur 40 entreprises, dont 39 sont des PME. Par ailleurs, l'analyse sectorielle révèle que, sur 427 enregistrements, le tourisme (180) et les technologies de l'information (154) dominent en nombre, tandis que la valeur des investissements se concentre principalement dans les services (50%) et le tourisme (40%), le secteur manufacturier, les technologies d'information et l'agriculture n'absorbant respectivement que 6% et 2 % chacun.

La dette publique atteint 46,91% du PIB

L'économie népalaise présente une trajectoire de dette publique à la hausse, marquée par un déséquilibre entre des dépenses publiques élevées et une mobilisation insuffisante des recettes. Depuis le début de l'exercice budgétaire, l'endettement s'est accru de 1,75 Md USD, portant le stock total à 19,31 Mds USD, qui se situait à 7,6 Mds USD il y a cinq ans.

Cette dynamique est accentuée par une allocation budgétaire déséquilibrée : sur 6,1 Mds USD de dépenses, 5,5 Mds USD ont été consacrés aux dépenses courantes et au service de la dette, alors que seulement 600 MUSD ont été affectés aux investissements productifs. Le déficit budgétaire s'élève à 900 MUSD, avec des recettes fiscales de 5,2 Mds USD.

Les économistes soulignent une gestion laxiste de l'endettement – combinée à une faible mobilisation des recettes – qui crée un cercle vicieux susceptible de compromettre la stabilité macroéconomique et de freiner la croissance future. Par ailleurs, la dépréciation de la roupie par rapport au dollar a ajouté une charge de 479,3 MUSD, faisant passer le ratio dette/PIB de 42,65% à 46,91%. La dette se répartit de manière quasi équilibrée entre dette extérieure (50,83%) et dette intérieure (49,16%), et le gouvernement prévoit de recourir à 3,9 Mds USD supplémentaires d'emprunt pour l'exercice en cours.

Pakistan

Satisfecit global du chef de mission Pakistan du FMI sur la façon dont a été menée la première partie du programme du FMI (facilité élargie de crédit)

La revue en « présentiel » de M. Nathan Porter, le chef de mission du FMI pour le Pakistan (et de ses huit experts) s'est terminée le vendredi 14 mars. M. Porter a indiqué : « la mise en œuvre du programme a été solide et que les discussions ont permis de faire des progrès considérables dans plusieurs domaines, notamment l'assainissement budgétaire nécessaire pour réduire durablement la dette publique, le maintien d'une politique monétaire suffisamment rigoureuse pour maintenir l'inflation à un faible niveau, l'accélération de la réforme visant à rendre plus efficace l'administration, la réforme visant à améliorer la viabilité du secteur de l'énergie et à mettre en œuvre le programme de réforme structurelle du Pakistan pour accélérer la croissance, tout en renforçant la protection sociale et en reconstituant les dépenses de santé et d'éducation ».

La « partie en distanciel » de la première revue du FMI a abordé cette semaine la fiscalité, les réformes énergétiques et les privatisations

En contrepoint à son satisfecit général, M. Porter a souligné ses préoccupations concernant :

- La fiscalité (le FMI n'est toujours pas convaincu que les efforts visant à taxer efficacement les détaillants et l'immobilier sont efficaces) ;
- Le secteur de l'électricité [le secteur est hyper-endetté, les performances des DISCO (distributeurs) sont médiocres, les pertes dans le transport électrique représenteraient plus de 40% de l'électricité transporté, la mise en œuvre du marché de gros électrique (CTBCM) annoncé en septembre 2023 n'est toujours pas opérationnel ;
- Et les privatisations (le mouvement de privatisation n'a pas avancé à ce stade).

Dans ce contexte, les compléments d'informations formulées cette semaine par les Services du FMI ont porté sur la fiscalité, les réformes énergétiques et la privatisation.

Le projet de « Mémoire de politique économique et financière (MEFP) » remis par le FMI au gouvernement pakistanais accepte sous conditions des revenus fiscaux moins élevés que prévus lors de la signature de l'accord de facilité élargie de crédit pendant l'année en cours

Dans le MEFP remis aux autorités pakistanaises, le FMI a révisé l'objectif de collecte fiscale du Pakistan pour 2024/2025 de 12 970 Mds PKR à 12 350 Mds PKR tout en maintenant le ratio impôt sur PIB à 10,6 %. Cet exercice serait obtenu grâce à une croissance du PIB inférieure à celle retenue dans la loi de finance (3% au lieu de 3,5%). Pour atteindre l'excédent primaire de 2 400 Mds PKR prévu dans la première année du programme du FMI, le ministère des Finances pakistanais s'est engagé à ajuster les dépenses proportionnellement à la réduction de l'objectif fiscal de 620 Mds PKR (soit 2,21 Mds USD).

Cette réduction d'impôts pourrait bénéficier au secteur immobilier et à la distribution commerciale. En effet, le ministre des Finances a demandé l'approbation du FMI pour revenir sur le niveau d'impôts au niveau immobilier et au niveau de la distribution commerciale prévu aux termes de l'accord de la facilité de crédit en septembre 2025. Le ministre des Finances a indiqué qu'un accord en ce sens permettrait de freiner la fuite des capitaux.

Accord du FMI concernant un emprunt obligataire de l'Etat pakistanais de 4,5 Mds USD auprès de banques commerciales pakistanaises

Les Services du FMI ont donné leur accord concernant l'opportunité pour l'Etat pakistanais d'émettre un emprunt obligataire de 4,5 Mds USD auprès de banques commerciales.

Le plan du gouvernement consiste à utiliser cet emprunt pour (i) restructurer l'état actuel de la dette électrique qui s'élève 683 Mds PKR milliards de roupies et (ii) constituer avec le solde de cet emprunt d'Etat le capital de départ de la « Power Holding Limited (PHL) », une structure en cours de création chargée du transport et de la distribution électrique.

Plusieurs éditorialistes considèrent que sur ce point cet accord du FMI présageait que le « Staff-Level Agreement » concernant le versement de la deuxième tranche de 1,1 Md USD était en bonne voie. Sur ce, l'indice du marché des capitaux du Pakistan (PSX) a augmenté de 4700

points depuis le début de la semaine et de 1200 points le jeudi 20 mars, franchissant la barrière des 119 000 points en intraday.

Les banques commerciales n'adhèrent cependant pas à ce stade à la proposition du gouvernement

En dépit de l'annonce de M. Aurenzeb le ministre des Finances la semaine dernière, il apparaissait que les banques commerciales pakistanaises n'avaient toujours pas donné leur accord pour prêter pour prêter 1 250 Mds PKR (4,5 Mds USD) à l'Etat pakistanais. Le financement proposé à KIBOR - 0,90% (le taux directeur de la Banque centrale étant situé à 12%) pourrait ne pas convaincre les banques à ce stade.

En février 2025, les IDE ont chuté de 45 % en g.a.

Les IDE se sont établis à 95 MUSD en février, mais ils ont représenté 1,6 Md USD au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026 (en progression de 41 % sur la période). Depuis juillet 2024 (début de l'année budgétaire), la Chine a contribué aux IDE à hauteur de 662 MUSD.

Sri Lanka

Confirmation du chiffre de croissance du PIB en 2024 à 5%

Cette évolution favorable est imputable au bon résultat du 4^{ème} trimestre (+5,4%) et au rebond sur l'année du secteur industriel, particulièrement marqué pour les mines et la construction (+11% par rapport à 2023) qui représente 25,5% du PIB, à la reprise du secteur des services, qui représente 57,5% du PIB, particulièrement de l'hôtellerie-restauration avec l'augmentation des arrivées touristiques et du secteur de l'agriculture (+1,2%) qui représente 8,3% du PIB. Le PIB nominal s'est établi en 2024 à 99 Mds USD environ, soit de l'ordre de 4 500 USD/habitant.

La restructuration de la dette publique extérieure a coûté 130 Mds LKR aux banques sri lankaises

Selon la société de courtage Softlogic Stockbrokers, les banques commerciales cotées du Sri Lanka ont enregistré une perte nette totale d'environ 130 Mds LKR (440 MUSD) en raison de la restructuration de la dette extérieure après la conclusion réussie du processus de restructuration des obligations souveraines intervenu en décembre dernier. Le stock d'obligations souveraines en USD détenu par HNB représentait 10% de ses actifs, ce qui a entraîné une perte de 49,5 Mds LKR, tandis que l'exposition de la Commercial Bank of Ceylon était de 7% de ses actifs, conduisant à une perte de 45,1 Mds LKR.

Conséquences de la suspension des projets financés par l'USAID au Sri Lanka

Le gel des financements de l'USAID a affecté plusieurs ONG, mais également le secteur public. Les données du Département des ressources extérieures (ERD) révèlent que depuis 2019, l'USAID a financé des projets du gouvernement sri-lankais pour un montant de 31 Mds LKR (106 MUSD) avec le ministère de la Justice (numérisation, formation), le ministère des Finances (assistance technique pour améliorer l'environnement juridique et réglementaire du commerce, aide à la gestion des finances publiques et de la dette), le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Énergie (développement des énergies renouvelables). La moyenne annuelle des financements engagés par l'USAID était de l'ordre de 40 MUSD.

Un consultant engagé pour régler les défaillances en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

Sri Lanka a engagé Gordon Hook, avocat et ancien secrétaire exécutif du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment d'argent (AGP), pour préparer l'examen de son régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui doit avoir lieu en mai 2026. Il procédera à une évaluation fictive à partir du 25 mars afin d'identifier les lacunes du pays en la matière. Trois textes législatifs relatifs au régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) seront modifiés, à savoir la Loi n° 5 de 2006 sur la prévention du blanchiment de capitaux, la Loi n° 6 de 2006 sur la déclaration des transactions financières et la Loi n° 25 de 2005 sur la Convention pour la répression du financement du terrorisme.

Une équipe sri lankaise se rendra aux États-Unis pour des négociations tarifaires

Une délégation sri lankaise se rendra aux États-Unis en avril pour discuter avec l'Office américain du commerce de la manière d'éviter les droits de douane réciproques qui entreront en vigueur à partir du 2 avril et pourraient affecter le Sri Lanka, a déclaré le ministre des Affaires étrangères. Les États-Unis sont le principal client de Sri Lanka, qui dégage un important excédent commercial bilatéral (2,6 Mds USD en 2024 selon les statistiques américaines, soit 0,22% du déficit commercial américain de l'année). Le Sri Lanka a par ailleurs mis en place un groupe de travail pour traiter des défis liés aux droits de douane américains.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

| | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch | | Coface | |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
| | Note-pays | Perspective | Note | Perspective | Note | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| Inde | Baa3 | Stable | BBB- | Positive | BBB- | Stable | C | A4 |
| Bangladesh | B1 | Négative | BB- | Négative | BB+ | Négative | C | C |
| Pakistan | Caa3 | Stable | CCC+ | Stable | CCC+ | Négative | D | C |
| Sri Lanka | Ca | Stable | SD | Négative | CCC+ | - | D | B |
| Népal | - | - | - | - | BB- | Stable | C | B |
| Maldives | Caa1 | Stable | - | - | B- | Stable | C | C |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr